

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	128 (1983)
Heft:	7-8
Artikel:	Henry Kissinger raconte... : les neuf derniers mois du président Nixon
Autor:	Weck, Hervé de
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-344541

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Henry Kissinger raconte...

Les neuf derniers mois du président Nixon

par le major Hervé de Weck

L'ancien secrétaire d'Etat américain en est au quatrième volume de ses mémoires¹. Celui-ci couvre la période comprise entre le cessez-le-feu au Proche-Orient, à la fin octobre 1973, et le départ du président Nixon, au début août de l'année suivante, à la suite des péripéties du Watergate. Malgré la gravité de la crise intérieure, les Etats-Unis se montrent très actifs sur la scène internationale. Les crises ne manquent pas!

L'embargo pétrolier, une des conséquences de la guerre du Kippour, aggrave les désaccords au sein de l'Alliance atlantique et amène Kissinger à inaugurer sa diplomatie des «petits pas», surtout connue par les navettes qui permettront le désengagement des armées égyptienne, israélienne et syrienne.

Si l'on parvient, sans trop de difficultés, à suivre ces négociations, il n'en va pas de même pour les discussions SALT, au cours desquelles les délégations parlent d'«inégalité» ou d'«égalité des agrégats», des possibili-

tés de «mirver» les missiles intercontinentaux².

La crise de l'énergie

Jusqu'en 1973, tous les spécialistes tablaient sur un pétrole bon marché. L'OPEP, fondée en 1960, ne leur faisait pas peur, car les pays membres ne semblaient pas capables de gêner les nations industrielles. Aux Etats-Unis, réputés possesseurs de réserves immenses, c'étaient les producteurs qui intriguaient pour vendre leur pétrole à des compagnies privées toutes-puissantes. Les études officielles demandaient qu'à moyen terme, les importations ne dépassent pas 10% de la consommation.

Tout le monde vit dans l'illusion. La prétendue capacité excédentaire des Etats-Unis n'existe pas. La demande américaine s'accroît si bien qu'en 1973, Washington se voit forcé d'importer 36% de la consommation du pays. Dans le même temps, le pétrole, presque totalement importé, représente 60% des besoins énergétiques de l'Europe. Vingt ans plus tôt, le vieux continent assurait, avec le charbon, les trois quarts de ses besoins dans ce domaine.

Dans ces conditions, l'OPEP ne craint plus la surabondance et l'effondrement des prix. Ses membres cessent

¹ Henry Kissinger: *Les années orageuses II*. Traduit de l'américain par Marc Saporta, Philippe Delamare, Denis Meunier. Paris, Fayard, 1982. 732 p. Voir également nos comptes rendus dans *RMS*, janvier 1981 et octobre 1982.

² Il s'agit en fait d'installer plusieurs têtes nucléaires sur un même missile.

de brader leur or noir pour augmenter leurs revenus. «La révolution pétrolière se déroula selon le modèle de beaucoup de révoltes historiques, dont l'inévitabilité n'apparaît qu'après coup. [...] les futures victimes traitèrent comme aberrations passagères des avertissements qui paraissent aujourd'hui évidents [...]» (p. 1049).

La crise se déroule en trois phases. D'abord, les prix montent d'une manière vertigineuse; en l'espace de deux mois, le pétrole augmente de 287%, causant la récession que nous connaissons encore aujourd'hui. Ensuite, les nationalisations des compagnies signifient que les prix ne seront plus négociés, mais décrétés par les producteurs. Enfin, pendant la guerre du Kippour, le pétrole sert de moyen de chantage.

La solidarité atlantique

Lorsqu'il s'agit de livrer du matériel à Israël, les avions américains, en pleine guerre, ne reçoivent pas l'autorisation de survoler les espaces aériens grec, turc, français, espagnol et anglais, ce qui force les appareils partant d'Allemagne fédérale à entrer en Méditerranée au large de Gibraltar, alors que les Soviétiques utilisent impunément l'espace aérien de certains alliés des Américains.

Les démocraties occidentales refusent de constituer un groupement de consommateurs avec les Etats-Unis: elles prétendent mieux garantir leur approvisionnement par le dialogue avec les producteurs, hésitant à ren-

contrer un Nixon diminué par le Watergate, essayant de se concilier même les pays arabes extrémistes. On se venge de l'attitude de l'administration Eisenhower qui, en 1956, imposa sa solution à Paris et à Londres, lors de l'expédition contre le canal de Suez. La France de Pompidou ne fait rien pour arranger les choses, car elle souhaite le *leadership* en Europe. Kissinger a aussi l'impression que le vieux continent reproche sa propre impuissance aux Etats-Unis.

Les Européens motivent leur attitude par le fait que le Traité de l'Atlantique-Nord ne couvre pas le Moyen-Orient. La crise de l'énergie met en évidence deux problèmes fondamentaux. Quel comportement des alliés doivent-ils adopter dans un secteur qui ne relève pas d'obligations formelles, mais qui affecte les intérêts vitaux de chacun d'eux? Que faire lorsqu'ils se trouvent en désaccord à propos de leurs politiques respectives?

«[...] si l'Alliance atlantique est réduite à son contenu formel, elle échouera tôt ou tard, même dans la région relevant officiellement de son domaine. L'âme d'une alliance est la conviction mutuelle que la sécurité [...] de chaque allié est de l'intérêt vital des autres; en cas de crise, ils ne doivent pas réagir en consultant leurs conseillers juridiques pour déterminer leur responsabilité légale. [...] Si l'Union soviétique parvenait à dominer le Moyen-Orient, elle aurait prise sur les ressources vitales de l'OTAN; l'effondrement de l'Europe s'ensuivrait aussi

sûrement que si les armées soviétiques marchaient vers la Manche» (p. 898).

La diplomatie des «petits pas»

Lorsque Kissinger intervient diplomatiquement au Proche-Orient, sa méthode consiste à lier l'obtention d'un retrait israélien dans le Sinaï ou dans le Golan à une levée de l'embargo pétrolier.

Sa tactique repose sur trois constatations essentielles. Lorsqu'on est incapable de régler globalement un problème, on se voit forcé de discuter certains de ses aspects partiels. Aussi longtemps que l'Union soviétique n'entretiendra pas de relations avec Israël, les Etats-Unis se trouveront mieux placés pour traiter avec les Arabes, en leur montrant que la modération permet seule d'obtenir des résultats, que l'extrémisme renforce les relations spéciales américano-israéliennes. Les Palestiniens sont «considérés comme des réfugiés par l'ONU, comme des terroristes par les Etats-Unis et l'Europe occidentale, comme un alibi par l'Union soviétique, et comme une source d'inspiration doublée d'une nuisance par le monde arabe. Après la guerre d'Octobre, à mesure que l'OLP gagnait en importance, l'ambivalence manifestée par certains de ses partisans s'accentuait» (p. 774).

Le secrétaire d'Etat commence par une navette entre Israël et l'Egypte. Il lui faut sauver l'honneur de Sadate et sa 3^e Armée. Celui-ci, grand homme d'Etat, a des vues politiques larges et

généreuses; il ne «chipote» pas sur les détails. En face, Golda Meir, incarnation de la volonté juive, dont l'intransigeance s'explique par «le fait qu'un peuple de trois millions d'habitants se sait faible [...] face à une population de cent millions d'ennemis, quel que soit l'avantage qu'il puisse détenir à un moment quelconque dans le domaine des armes. [...] les enfants des ghettos [...] avaient créé un Etat qui, une fois de plus, était devenu un ghetto – rejeté par ses voisins, replié sur lui-même et dépendant de l'appui d'un pays lointain où l'on avait bien d'autres soucis» (p. 969). Si les Arabes se trouvent dans une situation désavantageuse, ils ont pour eux le nombre et le temps.

Les Israéliens aspirent à la paix avec une intensité et une naïveté qui ne peuvent se manifester que face à une chose jamais possédée. Ils admettent difficilement que cet «idéal» reste un état précaire, alors qu'un besoin de sécurité absolue les obsède.

En janvier 1974, Kissinger obtient un accord de désengagement dans le Sinaï. Le repli israélien va s'effectuer dans un territoire désertique, à plus de cent kilomètres des implantations juives; cela rend les problèmes moins ardu. D'ailleurs, l'économie du pays ne supporterait pas de conserver trop longtemps sous les drapeaux les troupes qui doivent occuper l'ouest du canal.

La navette syrienne

Les Etats arabes comptent sur

Washington pour esquisser le «deuxième pas». Au printemps 1974, la tâche de Kissinger n'est pas facile, lorsqu'il négocie un désengagement dans le Golan, au cours d'une navette qui va durer trente-quatre jours.

Les Syriens savent qu'ils ne peuvent pas récupérer eux-mêmes les territoires perdus en 1967 et en 1973. Assad doit pourtant montrer à son opinion publique un retrait israélien comme la «preuve» de la rentabilité de sa participation à la guerre d'Octobre.

Pour le gouvernement de Tel-Aviv, toute concession territoriale apparaît dangereuse, car Israël se trouve à portée de canon du Golan. D'autre part, des colons juifs ont mis des terres en culture sur ce plateau et Israël ne peut aligner les effectifs qui permettraient de garnir une ligne fortifiée continue. Les militaires comptent donc sur des points d'appui séparés par des intervalles, ce qui les rend tributaires de la topographie. Enfin, les politiciens considèrent les propositions d'Assad comme des ruses.

Les deux camps sont probablement sincères, mais Jérusalem n'arrive pas à saisir le sens de l'honneur syrien, tandis que Damas ignore le sentiment de peur et d'insécurité qui règne en Israël.

Les Palestiniens et l'ONU n'avaient pas contribué à simplifier la négociation. Le 11 avril, des guérilleros attaquent la ville de Kiryat Shmona, faisant dix-huit morts. Les troupes de l'Etat hébreu ripostent contre les villages du Sud-Liban qui semblent

abriter des terroristes. Au palais de verre de New York, on condamne uniquement les représailles de la «victime». «Que des guérilleros fanatiques attaquent un Etat souverain à partir de sanctuaires situés dans un pays voisin semble être jugé normal par un nombre croissant de membres de l'ONU [...]» (p. 1268-1269).

Des divergences mineures semblent presque impossible à surmonter, même lorsque Kissinger a obtenu une «percée diplomatique» qui rapproche les positions des deux camps. «Dire à un Syrien de ne pas marchander, c'est dire à un poisson de ne pas nager» (p. 1325). On connaît l'intransigeance israélienne... L'accord permettra à Nixon de se rendre en Egypte, en Syrie, en Arabie saoudite et en Israël, huit mois après une guerre au cours de laquelle les Etats-Unis ont soutenu l'effort de leur allié juif. Cela suffit à montrer le succès de la politique américaine au Proche-Orient.

Si les Arabes souhaitent que Washington accélère le processus de paix, Israël aspire à un répit, qui lui permettra de voir les conséquences des désengagements. Kissinger pense pourtant que «plus la durée des négociations concernant l'occupation [...] de la rive occidentale [du Jourdain] serait longue, plus le poids de l'OLP s'alourdirait inexorablement. Cette situation bloquée constituait une humiliation pour le roi Hussein, et apportait un démenti à son affirmation [...] que sa ligne modérée ramènerait les territoires

palestiniens sous le contrôle des Arabes» (p. 1257).

Une leçon de diplomatie

Dans ses mémoires, Kissinger exploite les événements et ses expériences pour mettre en évidence des constantes de l'histoire, des procédures rentables de négociation, des techniques d'appréciation qui permettent de découvrir, dans certains cas, les intentions cachées d'un gouvernement. «Il se peut que la diplomatie soit, selon la formule de Clausewitz, la poursuite de la guerre par d'autres moyens, mais elle dispose de ses tactiques propres. Elle reconnaît que, dans les relations entre Etats souverains, même les buts les plus nobles ne peuvent généralement être atteints que par une suite de réussites partielles. Les prophètes sont nécessaires pour éléver les perspectives, mais l'homme d'Etat ne peut pas toujours observer leurs maximes» (p. 1202).

Celui-ci doit aussi «comparer les profits que lui vaudrait le succès avec les pertes qu'il subirait en cas d'échec; il ne dispose que d'une seule chance. Contrairement au glosateur, il n'a pas la possibilité, en cas d'erreur, de revenir sur son appréciation des faits» (p. 763).

La diplomatie s'apparente au travail de l'historien car, dans toute discussion, il convient d'analyser à fond les propos de ses interlocuteurs, en tenant compte des sous-entendus, des silences, du contexte dans lequel on se trouve, des variations dans le

domaine des idées et des attitudes, de ce que ces changements impliquent. Si Boumediene, le président algérien, accepte que l'on discute de désengagement dans le cadre de la conférence de Genève, c'est un *indice* qu'Assad, le Syrien, voit d'un bon œil une telle procédure.

Le fait de connaître la tactique chère à la délégation assise de l'autre côté de la table fournira peut-être le moyen de mieux la «manipuler». En règle générale, les Soviétiques soumettent une nouvelle proposition sous sa forme la moins généreuse, ce qui entraîne des marchandages acharnés. Il suffira dès lors de maintenir «la pression sur un concept connu et explorer les nombreuses variantes et permutations jusqu'à ce que les Soviétiques puissent se convaincre que des concessions s'imposent s'ils veulent éviter la rupture» (pp. 1243-1244).

«Un bon moyen de savoir si un pays cherche un prétexte à une intervention militaire ou l'occasion d'un compromis consiste à se demander s'il peut se contenter de voir accepter ses propres propositions. Si celles-ci sont incompatibles avec ses intérêts et avec ses prises de position antérieures, on peut être à peu près sûr qu'il forge un *casus belli*» (p. 1436).

En dernière analyse, les tâches qui incombent aux Etats-Unis, depuis 1945, apparaissent multiples et écrasantes, alors que la nation n'y était pas du tout préparée, la guerre totale contre le nazisme et le fascisme étant la seule menace qu'ait connue l'opinion

publique. Cette hypothèse ne joue plus à une époque de conflits par procuration, de subversion, de guérilla, de guerre politique et idéologique. Washington va y résister, mais au prix de profondes divisions intérieures. Les libéraux nient le danger, tandis que les conservateurs rejettent une coopération avec les «forces du mal». Ils condamnent la politique de la carotte, refusant de voir qu'elle se combine avec celle du bâton, tout aussi importante pour l'administration Nixon. En réalité, les Etats-Unis doivent défendre la sécurité mondiale, tout en explorant «les limites de la coexistence avec une idéologie moralement répugnante» qui ne cessera pas pour autant ses méfaits. Le gouvernement doit éviter à la fois le surengagement et l'isolationnisme (pp. 1192-1193).

Vers la démission du président

Pendant les neuf derniers mois de sa présidence, Nixon cherche à exploiter chaque succès en politique étrangère pour montrer qu'il doit rester en fonction, malgré le Watergate. Ses

incontestables réussites diplomatiques ne le sauveront pas. Il «s'était fixé un but qui défiait les capacités humaines: se fabriquer lui-même de toutes pièces [...]. Mais les dieux avaient exigé de lui un prix redoutable pour sa présomption. Nixon avait tout d'abord payé de son insécurité congénitale. Et, pour finir, il avait appris [...] que la pire des punitions consiste à voir entièrement comblés tous ses vœux. [...] il perdit tout [...] en partie parce que son rêve s'était mué en obsession. Au cours de sa marche au succès, il avait cheminé sur bien des routes, mais n'avait trouvé aucun lieu de repos, pas de havre, pas de répit, pas de paix intérieure» (pp. 1431-1432).

Cette liquéfaction de l'autorité présidentielle semble dramatique, parce que les Etats-Unis voient s'affaiblir leur capacité de résister à l'expansionnisme soviétique et de construire un monde meilleur, à la suite de querelles intestines qui ont transformé des «désaccords honnêtes en une sorte de guerre civile».

H. de W.

La meilleure façon, pour nous, d'être européens aujourd'hui, est de développer notre défense nationale.

JACQUES HUNZINGER